

Avis du Conseil supérieur de la jeunesse du Grand-Duché de Luxembourg concernant les frais d'inscriptions à l'Université du Luxembourg

Le Conseil supérieur de la jeunesse, organe consultatif chargé d'étudier les questions se rapportant aux jeunes, composé de représentants des organisations de jeunesse, des élèves et étudiants, d'organisations œuvrant en faveur de la jeunesse, du Syvicol, du ministre ayant la jeunesse dans ses attributions et du Service National de la Jeunesse, prend acte du doublement des frais d'inscriptions à l'Université du Luxembourg (UdL) entrée en vigueur le semestre d'été 2011.

Le Conseil supérieur de la jeunesse déplore que,

- Depuis le début du semestre d'été 2011, les étudiants sont obligés de payer le double des frais d'inscriptions à l'UL, 200€ au lieu de 100€.
- Cette augmentation risque de limiter l'accès à l'enseignement supérieur, surtout pour les étudiants n'ayant pas d'accès à l'aide financière de l'État luxembourgeois.

De plus, le Conseil supérieur de la jeunesse est amené à constater que,

- Dans la justification du doublement des frais d'inscriptions, l'éducation est traitée comme un bien marchand, au financement duquel l'étudiant doit participer.
- Cette argumentation permet une augmentation toujours plus importante, d'autant plus qu'il manque tout cadre législatif pour les frais d'inscriptions.
- L'expérience d'autres pays européens, montre que sans limitation législative les frais d'inscriptions augmentent graduellement et deviennent de plus en plus discriminatoires envers les étudiants provenant de milieux socio-économiquement défavorisés.

Considérant que

- Le Luxembourg a signé le pacte social de l'UN qui proclame la gratuité comme condition de base d'un enseignement supérieur démocratique.
- L'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL), la Luxembourg University Students' Organization (LUS) et le Parlement des Jeunes se sont exprimés contre une augmentation des frais d'inscriptions.
- L'éducation supérieure doit rester un bien public.
- Les frais d'inscriptions devraient avoir une fonction purement administrative.

Le Conseil supérieur de la jeunesse réclame

- L'instauration d'un cadre législatif strict, qui fixe un plafond par semestre pour les frais d'inscriptions.
- L'inscription d'un accès universel et démocratique à l'éducation supérieure dans le projet de loi 6283 portant sur la réforme de l'UdL.